

Etats-Unis/Politique

# Pour l'ex-chef du FBI, Trump est " moralement inapte " à diriger le pays

AFP  
Washington/États-Unis

Il s'agit de la dernière salve d'une guerre des mots allant jusqu'à l'insulte.

**L'ANCIEN** directeur du FBI James Comey a qualifié Donald Trump de "morale-ment inapte" à diriger les États-Unis, dans une interview dimanche à la chaîne de télévision ABC, dernière salve d'une guerre des mots allant jusqu'à l'insulte.

Le président américain avait auparavant traité de "menteur" et de "raclure" M. Comey, qu'il avait brutalement limogé en mai 2017, suggérant même sur Twitter qu'il devrait aller en prison.

L'interview diffusée par ABC intervient avant la publication ce mardi des mémoires de l'ex-premier flic du pays, un ouvrage de 300 pages intitulé "A Higher Loyalty: Truth, Lies, and Leadership" ("Mensonges et vérités" pour l'édition française) qui présente M. Trump comme un boss mafieux, un être malhonnête et égocentrique.

Tout au long de son entre-

tien sur ABC, M. Comey a dressé un portrait très sombre du président, qualifié de menteur qui "salit tous ceux qui sont autour de lui".

"Je ne crois pas à ces histoires selon lesquelles il serait mentalement déficient ou dans les premiers stades de la démence", a assuré M. Comey. "Je ne crois pas qu'il soit médicalement inapte. Je crois qu'il est moralement inapte à être président".

"Notre président doit incarner le respect et adhérer aux valeurs qui sont au cœur de notre pays. La plus importante étant la vérité. Ce président n'est pas capable de le faire", a estimé M. Comey.

"Le problème avec ce président, c'est qu'il salit tous ceux qui sont autour de lui", a-t-il encore asséné. "Et la question est (...) quel niveau de salissure vous rend finalement inapte à réaliser votre objectif de protéger le pays et de le servir".

**POSSIBLES ELEMENTS COMPROMETTANTS.** Selon lui, "une personne qui parle des femmes et qui les traite comme des morceaux de viande, qui ment en permanence sur les choses importantes comme sur les petites choses et insiste pour que le peuple améri-



Photo : AFP

L'ex-patron du FBI James Comey : "Je crois qu'il (Donald Trump) est moralement inapte à être président."

cain les croie, cette personne n'est pas apte à être président des États-Unis, pour des raisons morales". M. Comey a également estimé "possible" mais pas certain que les Russes détiennent des éléments compromettants susceptibles de faire chanter M. Trump, liés à sa conduite personnelle ou à ses activités durant la campagne présidentielle.

"Je pense que c'est possible. Je ne sais pas. Voilà encore des mots que je n'aurais jamais cru prononcer à propos du président des États-Unis, mais c'est possible", a-t-il dit.

Il a également estimé "possible" que le président ait fait obstruction au travail de la justice lorsqu'il lui

avait demandé d'abandonner une enquête sur l'ancien conseiller à la sécurité nationale Michael Flynn.

Il a reconnu avoir imaginé avant l'élection de 2016 que la démocrate Hillary Clinton allait l'emporter et que sa décision d'annoncer, onze jours avant l'élection, la réouverture de l'enquête sur d'anciens emails de la candidate était motivée par sa volonté de faire en sorte que cette victoire soit perçue comme légitime par le public.

M. Comey a toutefois dit ne pas souhaiter une destitution du président car cela "priverait de voix le peuple américain".

M. Trump a limogé M. Comey en mettant en cause la manière dont le

FBI avait mené l'enquête sur l'usage illégal par Hillary Clinton d'un serveur privé pour ses emails lorsqu'elle était secrétaire d'Etat.

Le président fustige aussi l'enquête du FBI sur des soupçons de collusion entre l'équipe de M. Trump et des responsables russes pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 2016.

Avant la diffusion de l'interview, M. Trump a lâché dimanche une nouvelle série de tweets contre M. Comey, à nouveau qualifié de "raclure".

L'enquête sur les emails de Mme Clinton a été menée "stupidement", a tweeté M. Trump, suggérant que l'ex-chef du FBI avait fait fuiter des informations classifiées et menti au Congrès ce qui devrait lui valoir "la prison".

La semaine précédente, le président s'était déjà déchaîné sur Twitter contre sa bête noire. "On se souviendra de James Comey le visqueux, un homme qui finit toujours mal et un détraqué (il n'est pas malin !), comme le PIRE directeur du FBI dans l'histoire, de loin !", avait-il tweeté, estimant : "Ce fut mon grand honneur de limoger James Comey !".

Iran/Diplomatie

# Les Européens tiraillés sur les gages à donner à Trump pour sauver l'accord nucléaire

AFP  
Luxembourg/Luxembourg

Lors de leur dernière réunion avant le terme de l'ultimatum fixé au 12 mai, les ministres des Affaires étrangères n'ont pris aucune décision.

**LES** Européens se sont montrés hier partagés sur l'opportunité d'imposer de nouvelles sanctions à l'Iran pour son programme de missiles dans le but de donner des gages au président américain Donald Trump et d'éviter la rupture de l'accord sur le nucléaire conclu avec Téhéran.

Aucune décision n'a été prise hier lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Luxembourg, leur dernière réunion formelle avant le terme de l'ultimatum fixé au 12 mai par M. Trump.

"Il n'y a pas de consensus. Nous ne sommes pas convaincus de la nécessité de sanctions supplémentaires", a expliqué la représentante de la diplomatie européenne Federica Mo-

gherini à la fin de la réunion.

"Nous avons déjà des sanctions en place", a-t-elle insisté. "Il n'est pas question de mettre en discussion la mise en œuvre de nos engagements pris dans le cadre de l'accord conclu avec Téhéran sur le nucléaire", a soutenu Mme Mogherini en réponse à une question sur la possibilité de rétablir des sanctions levées par l'UE dans le cadre de cet accord. Les Européens ont en fait 4 régimes de sanctions pour l'Iran - non prolifération qui comprend 121 noms de personnes ou entités, droits de l'homme (83 noms), politique en Syrie et terrorisme - auxquels s'ajoutent un embargo sur les armes et un contrôle des ventes de biens dits "à double usage" (civil et militaire).

Mais l'unanimité est requise au sein de l'UE pour adopter de nouvelles sanctions et plusieurs pays - Autriche, Italie, Suède, Espagne - sont réticents.

"Si on ne fait rien, Trump casse l'accord nucléaire. Si on en fait trop, les Iraniens sortiront de l'accord et on



Photo : AFP

La cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini : "Nous ne sommes pas convaincus de la nécessité de sanctions supplémentaires contre l'Iran."

n'aura rien gagné", a expliqué le chef de la diplomatie du Luxembourg, Jean Asselborn, à l'issue de la réunion.

**MECONTENTEMENT.** Mais le mécontentement au sein de l'UE. "Nous sommes préoccupés par le rôle joué par l'Iran dans la région et par son programme de missiles balistiques", a averti le chef de la diplomatie allemande Heiko Maas.

"L'inaction vis-à-vis de l'Iran n'est pas une solution", a soutenu le représentant d'un Etat membre sous

couvert de l'anonymat. "Il n'est pas question de toucher à l'accord sur le nucléaire, mais on peut agir dans son environnement et la gamme des options est vaste", a-t-il ajouté. "On a tous les régimes de sanctions nécessaires. Il faut voir où ajouter les noms", a précisé la même source.

Mandat a été donné à la France, l'Allemagne et au Royaume-Uni, les trois pays de l'UE impliqués dans l'accord sur le programme nucléaire de l'Iran, pour trouver une solution avec Donald Trump.

La chancelière Angela Mer-

kel, le président français Emmanuel Macron et la Premier ministre britannique Theresa May ont tous les trois prévus de se rendre à Washington fin avril, a précisé Jean Asselborn.

"Le temps presse et ce n'est pas joué", a souligné le ministre du Grand Duché. Certains Etats membres de l'UE sont convaincus que Donald Trump a déjà pris la décision de sortir de l'accord avec Téhéran, a-t-il fait valoir. "Si les Américains prenaient cette responsabilité, ce serait une faute grave", a jugé M. Asselborn. Donald Trump considère que l'accord sur le nucléaire conclu avec l'Iran comporte beaucoup de lacunes et menace de le rompre.

Il a donné aux Européens jusqu'au 12 mai pour encadrer les activités balistiques de l'Iran et imposer des "sanctions sévères" si Téhéran continue à mettre au point et tester des missiles susceptibles d'emporter un jour des têtes nucléaires.

A travers le monde

• **Arménie/Politique.** Protestations pour empêcher l'ex-président de devenir Premier ministre

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté hier à Erevan, la capitale arménienne, pour protester contre l'ex-président Serge Sarkissian, proposé au poste de Premier ministre aux pouvoirs renforcés après avoir achevé son second et dernier mandat présidentiel.

• **Corée du Sud/Corruption.** L'ex-présidente Park renonce à faire appel

L'ex-présidente sud-coréenne Park Geun-hye ne fera pas appel de sa condamnation à 24 ans de prison dans le retentissant scandale de corruption qui a entraîné sa destitution en 2017, rapportait hier l'agence sud-coréenne Yonhap.

• **Etats-Unis/Mutinerie.** Sept morts dans une prison de Caroline du Sud

Sept détenus sont morts et 17 autres ont été blessés dans une mutinerie survenue dans une prison de haute sécurité de Caroline du Sud, ont indiqué lundi les services de l'administration pénitentiaire de cet Etat du sud-est des Etats-Unis.

• **Japon/Politique.** Plusieurs scandales menacent le règne de Shinzo Abe

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe se débat avec plusieurs scandales qui ont fait chuter sa popularité et posent la question de son avenir, quatre ans et demi après son arrivée à la tête de la troisième économie mondiale.

• **Monténégro / Politique.** Djukanovic reprend le pouvoir



Le dirigeant historique du Monténégro, Milo Djukanovic, a retrouvé dimanche un pouvoir abandonné il y a moins de deux ans, après sa victoire dès le premier tour de la présidentielle dans ce petit pays des Balkans candidat à l'entrée dans l'Union européenne.

• **Turquie/Procès.** Un pasteur américain réfute les accusations au début de son procès

Andrew Brunson, un pasteur américain de 50 ans, détenu en Turquie depuis un an et demi pour activités "terroristes" présumées, a rejeté hier toutes les accusations portées contre lui à l'ouverture de son procès, suivi de près par Washington.